

Réfugiés : le dessous des cartes



Contre la répression et la xénophobie en Europe ! Non à l'intervention impérialiste en Syrie et en Irak !

*Une Déclaration de la LIT-QI et de ses sections européennes
à l'occasion de la Journée internationale du migrant du 18 décembre*

La fin de l'année approche et il n'y a pas de perspective de voir la crise migratoire qui a débuté à la mi-juillet se solutionner. Elle empire au contraire : des milliers de réfugiés continuent chaque jour à arriver en Europe et ils sont déjà 1,5 millions depuis le début de cette année ; les gouvernements construisent plus de murs ; l'Autriche et la Slovaquie s'ajoutent maintenant aux pays qui fortifient leurs frontières ; Frontex vient d'annoncer la création d'une force spéciale de 1.500 agents qui agirait en « cas d'urgence » et le racisme et la xénophobie augmentent, avec l'application de lois restrictives par les gouvernements (les cas de la France et de la Belgique sont les plus drastiques) et la montée de partis

d'extrême-droite, comme le Front National en France, avec des discours contre les immigrés et les réfugiés.

Par ailleurs, l'impérialisme européen, France et Royaume-Uni en tête, commence une offensive militaire en Syrie, toujours avec l'excuse de mettre en échec l'Etat Islamique. Ils se joignent ainsi à la Russie et aux Etats-Unis, qui bombardent déjà le pays, occasionnant la mort de milliers de civils et la fortification du régime réactionnaire de Bashar al-Assad, principal terroriste de la région, responsable de plus de 40.000 morts.

Native ou étrangère, la même classe ouvrière !

Non à la guerre !

Au cours des trois premières années de la révolution syrienne, il était impossible pour les grandes puissances mondiales de mener une intervention militaire directe. Elles n'avaient en effet pas les conditions politiques et ne pouvaient compter avec l'appui de la société dans leurs pays respectifs. Depuis l'irruption de l'Etat Islamique (EI) – qui trouve son origine dans les invasions impérialistes en Irak et en Afghanistan – les Etats-Unis d'abord, la Russie, la France et l'Angleterre ensuite, ont mené une intervention militaire qui non seulement n'a pas réussi à faire échouer l'EI, mais l'a au contraire fortifié.

La coalition internationale conduite par les Etats-Unis a réalisé jusqu'à présent plus de 7.000 attaques aériennes sur des supposées positions de l'EI en Syrie. La Russie, à son tour, intervient directement en faveur de Bashar al-Assad et contre les rebelles, commettant des atrocités avec le bombardement d'hôpitaux, d'écoles, de marchés populaires. John Kerry, secrétaire d'Etat des Etats-Unis a affirmé qu'Assad n'était pas le principal ennemi de la région. Les bombardements aggravent la catastrophe humanitaire en Syrie – plus de 40.000 morts, 4 millions de réfugiés et 10 millions de déplacés- et obligent ainsi de plus en plus de familles à chercher refuge sur le continent européen.

Comme si l'intervention de quatre puissances nucléaires en Syrie ne suffisait pas, la grande majorité de la gauche mondiale, conduite par les courants castro-chavistes et stalinistes, continuent de soutenir le dictateur syrien après quatre ans de crimes et de massacres contre les populations civiles désarmées dans les territoires contrôlés par l'insurrection. Ils identifient l'OTAN comme seul ennemi quand, en réalité, l'OTAN est alliée de la Russie et de l'Iran dans la supposée lutte contre l'EI et dans la défense de Bashar al-Assad comme un moindre mal.

Une grande campagne internationale contre l'intervention militaire impérialiste en Syrie et en Irak devient urgente. Contre les bombardements. Contre les aides économiques en millions accordées par l'Iran et la Russie à Bashar al-Assad. Contre la coalition militaire créée récemment par l'Arabie Saoudite pour « lutter contre le terrorisme ». Ces quatre dernières années nous ont appris que, derrière le discours de lutte anti-terroriste, se cachent les intérêts économiques et politiques des puissances mondiales et régionales.

Contre les réductions de libertés et la discrimination xénophobe !

Les pires terroristes du monde sont les leaders mondiaux qui vocifèrent avec une rage apparente dans les moyens de communication (ils sont experts pour mentir devant les caméras) que les «valeurs européennes» prévaleront sur les idées réactionnaires de l'EI. Entre-temps, ils lancent des bombes sur les civils au Moyen-Orient et approuvent des lois discriminatoires dans leurs propres pays, en s'appuyant sur la peur générale générée par les attentats réactionnaires commis par l'EI.

L'Europe ne vit qu'une petite fraction du drame humanitaire, avec des éléments clairement barbares, que nous voyons au Proche-Orient. Les discours des principaux leaders européens se centrent sur la nécessité de freiner l'entrée des réfugiés à partir de la sélection chirurgicale des personnes qui intéressent le capital européen. L'Union Européenne a annoncé qu'elle priorisera les chercheurs, les entrepreneurs et les étudiants à l'heure de concéder des visas. Ils séparent les personnes qui intéressent les entreprises de celles qui ne servent pas et peuvent mourir comme des animaux dans la méditerranée. Ou de froid sur les routes migratoires, de même que comme victimes des bombes lancées par les avions fabriqués en France, en Angleterre, aux Etats-Unis et en Russie.

La priorité des leaders européens est de fortifier le contrôle des frontières et de financer la répression dans les pays limitrophes d'Asie et d'Afrique. Le plan est d'envoyer à la Turquie, pays par lequel entrent actuellement l'énorme majorité des personnes, près de 3.000 millions d'euros pour la construction de centres d'internement (les détestables CIE'S) et la fortification des forces aux frontières et des services d'intelligence. Près 1,8 millions d'euros seront envoyés aux pays africains.

« *Aucun pays au monde de peut supporter l'arrivée illimitée de réfugiés. Et l'Allemagne ne pourra pas non plus le faire à long terme* », a affirmé Angela Merkel il y a quelques jours au congrès du parti bourgeois de Bavière CSU. Les leaders européens sont très préoccupés de freiner le flux migratoire vers le continent. En Allemagne, le nombre d'attaques envers les réfugiés augmente. En France, des réductions des libertés démocratiques sont appliquées et l'état d'urgence est mis en place. En Espagne, la Pacte Anti-djihadiste a été signé entre les principales forces politiques du pays. Aux Etats-Unis, l'ultraréactionnaire Donald Trump parle d'empêcher

l'entrée de musulmans. Les exemples d'islamophobie sont sans fin.

Au début de la crise, mi-juillet, quelques maires de l'Etat Espagnol récemment élus dans la coalition d'« Unidad Popular » (proches de Podemos) se sont prononcés en faveur des réfugiés et de la nécessité de créer un « réseau d'accueil ». Près de quatre mois sont passés, les déclarations ne furent pas suivies d'actions concrètes pour accueillir les personnes récemment arrivées. L'inaction de ces politiques et d'autres secteurs de la gauche européenne reflète l'impossibilité de réaliser une quelconque transformation réelle sans rompre avec les politiques de l'Union européenne et affronter, pas seulement en parole mais dans les faits, l'impérialisme européen.

Nous défendons l'ouverture des frontières, la fin de Frontex, la concession de visas à tous ceux qui le demandent, la fin de l'état d'urgence, le châtement de tous les actes de racisme et de xénophobie, la fin des CIE'S (centres d'internement) et la garantie de droits élémentaires aux réfugiés.

Pour un plan de mobilisation populaire contre la guerre et pour les droits des réfugiés !

Différents collectifs, dans différentes villes européennes, appellent à des mobilisations contre les bombardements et en défense des droits des réfugiés. Il faut construire la plus large unité pour lutter contre l'intervention en Syrie et la restriction d'entrée des réfugiés et des migrants en Europe. Nous nous joignons aux appels, croyant fermement que seule la mobilisation sociale pour mettre en échec les grands terroristes du monde : l'impérialisme, ses gouvernements et les grandes multinationales qui alimentent ce système mondial d'exploitation et d'oppression.

L'unité des travailleurs natifs et immigrants est essentielle en ce moment. La solidarité internationale des opprimés du monde est centrale pour avancer vers une Europe socialiste des travailleurs et des peuples.

LIT-QI

Corriente Roja - Espagne

PdAC -Partito di Alternativa Comunista

Italie

MAS -Movimento Alternativa Socialista

Portugal

LCT -Ligue Communiste des Travailleurs

Belgique

ISL -International Socialist League

Angleterre